



Djihadisme : une bataille gagnée, mais la lutte doit continuer

Abdelaslem El Difraoui

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2018/4 Hiver , PAGES 171 À 184

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365678193

DOI 10.3917/pe.184.0171

Date de mise en ligne : 04/12/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-4-page-171?lang=fr>



CAIRN . INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



Djihadisme : une bataille gagnée, mais la lutte doit continuer

Par **Asiem El Difraoui**

Asiem El Difraoui, docteur en science politique, est spécialiste du djihadisme. Il a notamment publié *Al-Qaïda par l'image*, Paris, PUF, 2013, et *Le Djihadisme*, Paris, PUF, 2016¹. Il est co-fondateur de la Candid Foundation à Berlin et Paris, un *think-and-do tank* pour le dialogue euro-méditerranéen.

Le proto-État construit par Daech en zone syro-irakienne s'est effondré. L'organisation terroriste n'a pas pour autant disparu et les groupes liés à Al-Qaïda restent eux aussi très actifs. Le djihadisme est une menace mondiale qui touche le monde arabe mais aussi, au-delà, l'Afrique subsaharienne et l'Asie. L'Europe est aujourd'hui mieux placée que les États-Unis pour devenir le fer de lance de la lutte contre cette menace qui nécessite de s'attaquer aux causes profondes du djihadisme.

politique étrangère

Le pseudo califat de Daech est en ruines. Ce n'est probablement plus qu'une question de temps avant que son calife autoproclamé, Abou Bakr Al-Baghdadi, ne connaisse le même sort qu'Oussama Ben Laden et de nombreux autres dirigeants djihadistes. Dans son livre *Les Neuf Vies d'Al-Qaïda*², Jean-Pierre Filiu avançait en 2009 que le djihadisme, loin de devenir un mouvement de masse, était au bord de l'extinction. Ce spécialiste avait tout de même pris la précaution de nuancer ses propos : le djihadisme disparaîtrait si aucun événement géopolitique majeur ne survenait.

Or les révoltes arabes de 2010-2011 constituèrent un tel choc géopolitique. Elles entraînèrent l'effondrement de l'État libyen, la quasi-dislocation du Yémen, et furent suivies d'une répression féroce en Syrie, avant que la situation ne tourne rapidement à la guerre civile. Profitant de cette situation, le pseudo État islamique a fait son apparition, montrant que le djihadisme était plus vivant que jamais. Aujourd'hui, fin 2018, alors que

1. L'auteur remercie Sana Sboui pour son aide à la rédaction de cet article.

2. J.-P. Filiu, *Les Neuf Vies d'Al-Qaïda*, Paris, Fayard, 2009.

Daech semble défait, l'attention du public et des médias, ainsi que celle des responsables politiques, se détourne progressivement de ce phénomène. Pourtant, l'histoire a prouvé que chaque fois que nous pensions le djihadisme vaincu, il réapparaissait sous des formes encore plus violentes.

Il ne s'agit pas d'attiser la peur par des propos alarmistes. Des progrès considérables ont été réalisés dans la lutte contre le djihadisme, et pas seulement sur les champs de bataille. La diffusion de sa propagande a considérablement diminué. D'abord parce que sur le terrain, en Syrie et en Irak, la machine médiatique djihadiste a été enrayée. Ensuite parce que les géants de l'Internet ont compris qu'ils devaient réagir face aux contenus à caractère terroriste. La suppression de ces contenus est devenue plus efficace, grâce notamment à l'apport de l'Intelligence artificielle. Dans le même temps, le contre-discours s'est amélioré, permettant une meilleure réfutation de l'idéologie djihadiste.

Par ailleurs, les pays européens progressent dans leurs efforts de prévention et de lutte contre la radicalisation. Des dizaines d'initiatives ont vu le jour. Elles visent à mettre en garde les jeunes contre les dangers de l'extrémisme violent, et à aider les personnes radicalisées à se désengager. La coopération entre les agences de sécurité européennes a été renforcée, et les forces de police locales ont désormais une compréhension plus fine des mécanismes de radicalisation.

Depuis deux ans, aucune attaque de grande ampleur n'a été perpétrée. Mais crier victoire serait prématuré. Trois ans après le 11 septembre 2001, alors que l'on pensait Al-Qaïda vaincu, les attentats de Madrid traumatisaient l'Espagne. L'année suivante, les djihadistes prenaient pour cible le métro de Londres. Après une décennie d'un calme trompeur en Europe, le terrorisme frappait Paris en janvier et novembre 2015. Depuis, on dénombre chaque année des dizaines d'attaques, certes de moindre ampleur mais parfois meurtrières, comme en mars 2018 à Trèbes ou en mai de la même année dans le quartier de l'Opéra à Paris. Ces attaques, menées par des individus agissant seuls, sont le plus souvent inspirées, voire commanditées, par Daech. En termes de propagande, l'Europe reste une cible de grande valeur. La couverture médiatique, y compris celle des attaques de petite envergure, y est nettement supérieure à celle des attaques dévastatrices qui font des centaines de victimes dans le monde musulman.

Les djihadistes soulignent eux-mêmes qu'ils sont patients, et qu'ils inscrivent leurs actions sur une échelle temporelle particulière, pensée en termes de décennies, voire de siècles. Ils comparent leur « mission divine » à la lutte victorieuse des musulmans contre les Croisés, qui n'ont

été expulsés du Moyen-Orient qu'après des centaines d'années de lutte. En dépit de l'effondrement du califat d'Abou Bakr Al-Baghdadi, la lutte contre le djihadisme pourrait encore durer des décennies.

Une menace appelée à durer

L'univers du djihadisme ne se limite pas à Daech, actuellement très affaibli. En 2018, les groupes djihadistes sont plus nombreux et divers que jamais. Trente organisations « officielles³ » ont été répertoriées par le groupe spécialisé SITE Intelligence, un chiffre qui ne tient pas compte des petites cellules et des réseaux informels de sympathisants. Aucun continent n'a été épargné par la propagation de l'idéologie djihadiste.

D'ores et déjà, l'impact du djihadisme, qui cherche à « insuffler la peur dans les cœurs des ennemis⁴ », est profond en Europe et aux États-Unis. Il marque les sociétés et la vie politique. Par le biais des attentats, les djihadistes ont semé la terreur dans nos sociétés et les ont polarisées. Les djihadistes exagèrent lorsqu'ils affirment dans leur propagande que le Brexit et l'élection de Donald Trump sont leurs victoires. Néanmoins, il paraît évident que le populisme, l'ultra-nationalisme et le djihadisme s'alimentent mutuellement. La peur des attaques djihadistes a sans doute amené un grand nombre d'Européens à voter pour des partis populistes et nationalistes, promettant plus de sécurité et moins d'immigration. À son tour, l'islamophobie, perçue ou réelle, a rendu les jeunes musulmans plus sensibles aux récits djihadistes, qui ne manquent pas de dénoncer les humiliations subies par l'oumma.

Thomas Hegghammer, auteur de publications de référence sur Al-Qaïda, fait valoir que le djihadisme en Europe pourrait continuer à constituer une menace latente pour les années à venir⁵. Il l'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord le fait qu'en Europe une grande partie des populations immigrées d'origine musulmane est précarisée, cumulant exclusion socio-économique et faible niveau d'éducation. Ensuite, la persistance des conflits dans le monde arabo-musulman – notamment en Irak et en Syrie – ajoute à la confusion de ces populations.

Par ailleurs, le djihadisme séduit de plus en plus de personnes nées dans des familles non-musulmanes, qui se convertissent à l'islam. Plus généralement, un « djihadisme endogène » se développe sur des terreaux

3. Voir la liste sur : <https://ent.siteintelgroup.com>.

4. A. B. Naji, *The Management of Savagery*, 2006, disponible sur : <https://azelin.files.wordpress.com>.

5. T. Hegghammer, *The Future of Jihadism in Europe: A Pessimistic View, Perspectives on Terrorism*, vol. 10, n° 6, 2016, disponible sur : www.terrorismanalysts.com.

européens sans apport majeur de l'extérieur. Ce phénomène n'est pas particulièrement récent, puisque des convertis comme les frères Clain – qui se sont radicalisés dans la région toulousaine à travers des réseaux locaux – sont présents dans la mouvance djihadiste depuis plus de dix ans⁶. Ils ont fini par rejoindre Daech en Syrie, et par devenir des porte-parole de l'organisation. À la grande heure de Daech, les propagandistes parvenaient à diffuser leurs messages dans toute l'Europe, y compris dans les zones rurales.

Parallèlement, la progression du salafisme ne faiblit pas. Ce courant islamiste est celui qui se développe le plus rapidement en Europe. Si la très grande majorité des salafistes est non violente, le salafisme peut néanmoins faciliter le passage au djihadisme. Salafistes et djihadistes refusent la démocratie, considérée comme une forme d'idolâtrie (*taghut*), ses lois étant faites par les hommes. Ils considèrent tous ceux qui suivent une autre croyance comme des infidèles (*kuffar*), et n'hésitent pas à excommunier les musulmans qui pratiquent l'islam d'une autre manière que la leur. Pour les djihadistes, il est légitime de tuer les personnes excommuniées.

En pratique, cette menace appelée à durer va se matérialiser de différentes manières. Pour l'Europe, la menace des «revenants» de la zone syro-irakienne est particulièrement tangible.

L'Europe face aux revenants de zone syro-irakienne

Les combattants européens de Daech qui reviennent dans leur pays d'origine constituent un important défi pour l'Europe. En effet, aux yeux de jeunes enclins à la radicalisation, et pour les centaines, voire les milliers, de sympathisants déjà radicalisés sur le sol européen, ces revenants sont empreints d'une forte autorité charismatique.

Selon plusieurs estimations, environ 5 700 Européens auraient rejoint des organisations djihadistes en Irak et en Syrie, et plus de 1 500 d'entre eux seraient revenus en Europe⁷. Les problèmes que pose le retour de ces jeunes femmes et hommes sont nombreux. Si la plupart d'entre eux seront jugés et envoyés en prison, la question de leur devenir après la période d'enfermement reste entière.

6. Entretien de l'auteur avec Hugo Micheron, juillet 2018.

7. Voir par exemple R. Coolsaet et T. Renard (dir.), «Returnees: Who Are they, Why Are they (not) Coming Back and How Should we Deal with them?», *Egmont Paper*, n° 101, février 2018, disponible sur : <www.egmontinstitute.be>.

Avant d'aborder la situation des adultes, il semble important d'évoquer le problème particulier, et particulièrement délicat, des enfants et adolescents revenant des théâtres de guerre. Peuvent-ils rester avec leurs parents si ceux-ci ne sont pas emprisonnés, ou être confiés à d'autres membres de leur famille, ou doivent-ils être mis sous tutelle de l'État ? En tout état de cause, ils doivent être suivis, pour d'une part les aider à surmonter leurs traumatismes de guerre et, d'autre part, qu'on puisse s'assurer qu'ils ne sont pas eux-mêmes susceptibles de participer à des actions violentes. Certains d'entre eux ont déjà été fortement endoctrinés et préparés à devenir la future génération djihadiste. Des vidéos de Daech mettent en scène de jeunes garçons européens en train d'exécuter des prisonniers de l'organisation terroriste.

Les enfants qui ont grandi dans les territoires contrôlés par Daech ne souffrent pas seulement des privations dues à la guerre et de traumatismes graves. Beaucoup d'entre eux ont été scolarisés dans les écoles de Daech, où l'idéologie salafo-djihadiste leur a été inculquée dès le plus jeune âge. Le fait que les filles et les garçons aient été séparés n'est qu'un détail au vu des techniques d'apprentissage de la lecture ou des mathématiques. On trouve en effet des manuels scolaires dans lesquels la lettre «B» a pour illustration le mot «bunduqqiyyah» (pistolet), la lettre «S» le mot «sayf» (épée) et la lettre «D» le mot «dabbabah» (tank⁸). Dans les manuels de mathématiques, les enfants étaient invités à calculer le nombre d'explosifs qu'une usine peut produire, ou le nombre de chiites ou d'«infidèles» pouvant être tués lors d'une attaque suicide⁹. Un récent article du *Monde* rapporte les confessions d'un djihadiste français, Jonathan Geffroy, capturé en 2017 et qui a manifesté l'intention de se repentir. Ce combattant affirme que Daech a cherché à endoctriner et former des enfants – appelés les «lionceaux du califat» – pour les envoyer commettre des attaques terroristes en Europe¹⁰.

Le cas des enfants et adolescents

Pour ce qui est des «revenants» adultes, on notera la présence de centaines de femmes, ce qui constitue une différence majeure par rapport aux expériences passées (Bosnie, Afghanistan, Irak). Jusqu'à récemment, les femmes étaient considérées comme moins endoctrinées, et moins enclines à la violence que les hommes. Elles étaient présentées comme

8. R. Gramer, «J Is For Jihad: How The Islamic State Indoctrinates Children With Math, Grammar, Tanks, and Guns», *The Cable*, 16 février 2017, disponible sur : <<https://foreignpolicy.com>>.

9. «Education in Mosul under the Islamic State», Iraqi Institution for Development, disponible sur : <www.campaignforeducation.org>.

10. S. Seelow, «Enfants kamikazes : le projet secret du groupe État islamique», *Le Monde*, 26 juin 2018, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

des compagnes, simplement auprès de leur mari. Pour se défendre face aux juges, ces femmes évoquent souvent leurs obligations matrimoniales, leur volonté d'aider le peuple syrien dans une démarche humanitaire, ou encore leur naïveté d'avoir cru que le Levant historique – le *bilad al-sham* –, était une terre islamique idéale. Elles disent avoir découvert les atrocités

Les femmes djihadistes sont tout aussi dangereuses que les hommes

de Daech après être arrivées en zone syro-irakienne. Reste qu'aujourd'hui les femmes djihadistes sont considérées comme tout aussi dangereuses que les hommes, et tout aussi capables de dissimuler leurs convictions idéologiques. Des Européennes ont servi dans la *hisba* – la police des mœurs de Daech –, et se sont montrées impitoyables à l'égard des femmes syriennes et irakiennes qu'elles contrôlaient. En France, en septembre 2016, trois femmes ont tenté de faire exploser une voiture piégée à proximité de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Une assistante sociale française, qui souhaite garder l'anonymat, expliquait récemment que les femmes qu'elle suit en prison ne portent pas de foulard, mettent du vernis à ongles rouge, ne critiquent pas le port de jupes courtes, et assurent que leur séjour en Irak ou en Syrie était une énorme erreur. Puis, quelques secondes plus tard, elles se plaignent des « sales infidèles » qui doivent être punis, et condamnent le « complot mondial » contre l'islam...

Un nombre indéterminé d'hommes et de femmes resteront convaincus toute leur vie par l'idéologie djihadiste et la nécessité du « combat armé ». Ils constitueront un problème purement sécuritaire. La majorité des revenants pourraient, à terme, être réintégrés dans nos sociétés. Les djihadistes – même les plus aguerris – sortiront un jour de prison. La création d'un Guantanamo à l'européenne n'est pas une solution acceptable. Aussi convient-il d'adopter des stratégies de réhabilitation, ou de désengagement de la violence. Un cas comme celui de Chérif Kouachi illustre la nécessité de tenter de « déradicaliser » les terroristes lors de leur passage en prison, puis de les suivre après leur libération. En l'espèce, Chérif Kouachi a été condamné pour terrorisme en 2008 dans le cadre de la filière des Buttes-Chaumont. Il n'existait pas de programme de déradicalisation en France à l'époque. En 2015, il a récidivé, en perpétrant avec son frère la tuerie de *Charlie Hebdo*.

La réadaptation est un processus long et coûteux, qui nécessite non seulement un mentor, mais toute une équipe prenant en charge les personnes concernées. Ces équipes sont généralement composées d'un psychologue, d'un travailleur social et d'une personne capable de déconstruire

l'idéologie djihadiste et ses arguments religieux. Certains exemples dans ce domaine sont encourageants. L'organisation berlinoise Hayat revendique, par exemple, un taux de réussite élevé. Il faut néanmoins rester vigilants, car certains combattants de retour au pays peuvent tisser de nouveaux liens avec des sympathisants en Europe, propager l'idéologie djihadiste, et préparer des attaques terroristes.

Le djihadisme : un défi mondial

Si la situation en Europe est préoccupante, le djihadisme est encore plus présent sur d'autres continents. Il est impossible de présenter ici tous les groupes djihadistes actifs dans le monde. Limitons-nous à un bref aperçu de la situation globale. L'épicentre du djihadisme demeure le *bilad al-sham*, c'est-à-dire la zone syro-irakienne. S'il est indéniable que Daech a subi de graves défaites militaires, le mouvement peut néanmoins se targuer d'une longue expérience en matière de clandestinité, de lutte souterraine et de guérilla. Daech est en effet l'héritier de l'État islamique d'Irak, largement détruit au moment du *surge* de 2007 et du « réveil » des tribus de l'Anbar, mais qui avait réussi à survivre clandestinement.

C'est en 2012 que l'État islamique en Irak renaît de ses cendres et s'étend en Syrie. La marginalisation de la minorité sunnite, qui avait perdu le pouvoir et ses privilèges avec la chute de Saddam Hussein en 2003, est l'un des facteurs majeurs ayant contribué à la résurgence du groupe djihadiste. Contrairement à ce qui avait été promis, les sunnites n'ont pas été intégrés dans le processus politique, et ont été marginalisés au niveau économique et social. En outre, ils ont été visés par les milices du nouveau pouvoir chiite à Bagdad. Le même schéma, à savoir une longue période de lutte et de clandestinité menant à l'apparition d'une rébellion armée ouverte, risque de se reproduire, en Irak, mais aujourd'hui également en Syrie, si une vraie intégration politique et économique des populations qui vivaient sous Daech et d'autres groupes de djihadistes n'est pas réalisée.

Certes, une telle intégration pose d'énormes défis. La résurgence de formes de rébellion est d'autant plus probable qu'il n'existe pas d'efforts tangibles pour mettre en place un système de justice transitionnelle capable de juger les atrocités commises par les différentes parties au conflit. Si les milices chiites en Irak et en Syrie, les milices loyalistes d'Assad, et les milices kurdes sont exemptées de tout processus judiciaire, un nouveau cycle de vengeance meurtrier risque fort de se produire. Dans l'hypothèse où les dirigeants de Damas et Bagdad ne voudraient pas juger ceux qui ont commis des crimes de guerre, ce pourrait être à la justice internationale

– la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye – d’intervenir. Cette hypothèse est toutefois peu probable : en mai 2014, la Russie et la Chine ont bloqué un projet de résolution français qui prévoyait la saisine de la CPI au sujet des crimes de guerre en Syrie. En outre, la Syrie et l’Irak ne sont pas parties au statut de Rome de la CPI.

Un des défis sécuritaires actuels a trait aux tentatives de Daech de créer des réseaux d’extradition de ses combattants expérimentés, principalement *via* la Turquie, et dans une moindre mesure la Libye. La guerre civile qui a éclaté dans ce pays en 2011 a eu un effet déstabilisateur sur tout le Sahel. L’opération Serval déclenchée en 2013 a privé les djihadistes de leur sanctuaire du Nord-Mali, mais n’a pas éliminé la menace. La force de maintien de la paix onusienne (MINUSMA) fait l’objet d’attaques fréquentes. À l’est de la Libye, l’Égypte est un autre pays touché par le djihadisme. La « province de l’État islamique du Sinaï » y a réalisé des attentats meurtriers, notamment contre les Coptes. Malgré – ou peut-être à cause de – la campagne de répression féroce du régime du maréchal Sissi, la péninsule du Sinaï est loin d’être pacifiée.

Autre *wilaya* de Daech particulièrement active : celle du Khorassan. Dans cette zone, Daech agit dans différents pays. L’organisation a, par exemple,

L’attention occidentale semble trop souvent se concentrer sur Daech

revendiqué l’attentat contre le Parlement iranien en juin 2017 ; mais c’est en Afghanistan qu’ont lieu la plupart des attaques. Il ne faut pas oublier de mentionner les fortes activités du groupe affilié à Daech aux Philippines et en Indonésie. En 2017, il a fallu 5 mois à l’armée philippine pour libérer Marawi, ville d’environ 200 000 habitants tombée entre les mains des djihadistes.

L’attention occidentale semble trop souvent se concentrer sur Daech et négliger le fait qu’il existe d’autres organisations djihadistes puissantes. Ainsi Al-Qaïda, dirigée par le médecin égyptien Ayman Al-Zawahiri, est encore très active. En particulier au Yémen, où la branche locale du groupe contrôle désormais de vastes zones du pays, sans jamais brandir ouvertement ses drapeaux, ce qui témoigne d’un habile changement de stratégie. La branche d’Al-Qaïda en Syrie – le Front Al-Nosra – a changé de nom pour devenir Hayat Tahrir Al-Cham. Des débats existent entre chercheurs au sujet de la poursuite de son affiliation à Al-Qaïda, mais il n’en demeure pas moins qu’Hayat Tahrir Al-Cham est un groupe djihadiste redoutable. En Somalie, pays déchiré depuis longtemps par la guerre, la mise en place d’un gouvernement national efficace est contrecarrée par les attaques de l’organisation Al-Shabab.

Si tous ces groupes restent actifs, c'est que, la plupart du temps, la lutte contre le djihadisme néglige le traitement des causes profondes. Celles-ci sont de quatre natures : géopolitiques, socio-économiques, idéologiques et psychologiques. Dans le contexte européen, les causes psychologiques individuelles – existence d'un traumatisme, recherche de sens et d'identité, désir de faire partie d'un groupe, etc. – sont souvent citées pour expliquer l'attrait exercé par l'État islamique sur les jeunes. Toutefois, si nombre de recherches sur la radicalisation explorent cette piste, il reste important de ne pas surestimer le rôle des facteurs psychologiques, et de ne pas négliger les trois autres types de causes.

Le djihadisme est un phénomène mondial, mais qui sait judicieusement capitaliser sur les griefs locaux, et devenir ainsi « global ». Les groupes djihadistes savent exploiter, par exemple, le sentiment de discrimination et d'exclusion des Bédouins arabes dans le Sinaï égyptien, des Touaregs au Sahel, des tribus sunnites en Irak et en Syrie, ou des communautés musulmanes aux Philippines, pour ne citer que quelques exemples. Citons aussi le conflit israélo-palestinien, loin d'être résolu, et qui continue d'être exploité par la propagande djihadiste. Tout cela sans compter qu'en plus de capitaliser sur les conflits en cours, la propagande djihadiste se nourrit des inégalités économiques et d'une exclusion particulièrement marquées dans les régimes autoritaires.

L'Europe et la lutte internationale contre le djihadisme

En définitive, que peuvent faire les Européens pour lutter contre le djihadisme ? Il n'existe pas de recette miracle. Les mesures de sécurité, à commencer par un contrôle efficace des frontières, tout en veillant à ne pas rejeter ceux qui cherchent une protection contre la guerre et les persécutions, sont certainement importantes. Mais c'est un engagement clair, à long terme, avec les voisins du sud de l'Europe, qui devrait être mis en place. On ne peut se détourner de pays comme l'Irak, la Syrie, la Libye ou la région du Sahel. Un investissement massif doit être mis en place pour améliorer les conditions socioéconomiques de ces régions.

L'idée d'un « plan Marshall » pour le sud de la Méditerranée mérite d'être reconsidérée. À ce jour, il n'y a pas eu d'effort de reconstruction après l'intervention américaine aux côtés des Forces démocratiques syriennes (SDF). Raqqa, la « capitale du califat », a été libérée voici plus d'un an. Il faut maintenant la reconstruire.

Par ailleurs, l'Europe doit développer une politique cohérente pour que les gouvernements du sud de la Méditerranée exercent une bonne gouvernance. Si, à court terme, le soutien européen aux régimes autoritaires

(l'Égypte d'Al-Sissi, par exemple) peut permettre d'endiguer le djihadisme, il risque de se révéler contre-productif à long terme. Ainsi l'attitude qui consiste à minimiser l'importance des principes de l'état de droit, de la bonne gouvernance et de l'inclusion sociale en Égypte, n'est pas judicieuse. Le maréchal Al-Sissi tient son pays d'une main de fer mais, depuis qu'il a pris le pouvoir, le nombre d'attaques djihadistes a augmenté. Autre exemple : le soutien occidental au régime saoudien pourrait, à terme, se retourner contre les pays occidentaux. La guerre menée par l'Arabie Saoudite – soutenue par l'administration Trump – contre les Houthis au Yémen, a conduit à une véritable catastrophe humanitaire. La propagande djihadiste – qui prend pour cible les Saoud depuis bien longtemps – s'en trouve renforcée, et Al-Qaïda dans la péninsule arabe pourrait bien profiter de cette situation.

Heureusement existent des exemples plus positifs : en Tunisie, l'Union européenne (UE) soutient la transition – certes difficile – vers la démocratie. Les djihadistes ont tenté de déstabiliser ce pays par l'assassinat d'hommes politiques, et des attentats visant notamment les forces de l'ordre et les touristes. Pourtant aujourd'hui, la mouvance djihadiste semble y reculer.

Éradiquer l'idéologie djihadiste, qui prospère sur des croyances mystiques et des théories du complot, est un vaste défi. La propagande djihadiste promet aux futures recrues une amélioration de leurs conditions de vie dans ce monde, et le salut dans l'au-delà. Le message véhiculé est simple : « Rejoignez-nous et vous ferez partie de la seule communauté des vrais croyants. Tous vos péchés seront pardonnés et vous serez sauvés. » En réalité, Daech n'a guère plus à offrir que la mort et la destruction. Lorsque sa machine de propagande a tenté de persuader ceux qui vivaient sous son règne de sa capacité à gouverner, à assurer un service public efficace, et à appliquer avec justesse la charia, elle n'a pu faire illusion bien longtemps. L'arbitraire a rapidement émergé, et nombre de sympathisants de Daech en ont été déçus. En matière de contre-discours, pointer les mensonges et les dérives du pseudo-État islamique ne suffit pas. Les États européens doivent réussir à convaincre que la démocratie, la bonne gouvernance et la primauté du droit constituent un meilleur cadre pour le développement des aspirations personnelles que ce que peuvent offrir les groupes djihadistes.

Pour contrer le récit trompeur et manipulateur de l'idéologie djihadiste, il faut de toute évidence se pencher également sur les raisons qui font qu'il est si aisé, pour les djihadistes, de dénaturer le Coran et les traditions des prophètes. Une telle analyse ne peut venir que du monde musulman dans toute sa diversité. La civilisation islamique a connu son âge d'or

à Grenade, Bagdad, Damas ou encore au Caire, à des époques où elle était ouverte aux autres groupes religieux et ethniques, qu'il s'agisse des chrétiens, juifs, zoroastriens, byzantins, perses ou indiens. Les musulmans d'Europe peuvent également apporter une contribution importante à la réforme nécessaire des écoles de pensée islamiques. L'Europe peut aider à élaborer un récit méditerranéen commun, basé sur des valeurs partagées, des racines communes, mais aussi sur une convergence d'intérêts. Le respect de toutes les minorités – qui fait défaut dans de nombreuses régions du monde arabe aujourd'hui – fait partie des principes à défendre.

L'Europe est affaiblie par le Brexit, la montée de l'extrême droite, et la multiplication de gouvernements critiques envers l'UE. La mise en place d'une stratégie commune de lutte contre le djihadisme peut constituer une chance de renouveler, voire de renforcer, la cohésion de l'Union. Les États membres de l'UE peuvent contribuer à amener tous les acteurs concernés à la table des négociations. Même si l'Europe a des relations compliquées avec des acteurs incontournables dans ce domaine – comme la Turquie, la Russie, l'Iran et de nombreux pays arabes –, elle reste en meilleure position que les États-Unis pour mener cet effort global.

Islamisme, salafisme, djihadisme : note sur la terminologie

Les termes « islamisme », « salafisme » et « djihadisme » sont souvent confondus. Les trois concepts ont initialement été créés par les sciences sociales occidentales, et ne sont pas utilisés par les courants en question. L'islamisme désigne tous les groupes qui souscrivent à l'islam politique, et promeuvent l'idée de donner à l'islam un rôle central dans la politique et la société. C'est donc un terme très vaste, englobant un large spectre de mouvements. La plupart d'entre eux sont non violents, et certains opèrent dans des cadres démocratiques comme Ennahda en Tunisie. Les islamismes englobent les diverses branches des Frères musulmans, les salafistes, mais aussi des organisations chiites et sunnites violentes telles que le Hezbollah au Liban, ou divers groupes djihadistes comme Al-Qaïda ou Daech.

Les salafistes se considèrent comme faisant partie du courant puriste qui entend restaurer la « vraie » religion du prophète Mahomet. Le terme salafisme dérive de *al-salaf al-salih*, qui signifie « pieux ancêtres », et inclut les compagnons du prophète et des musulmans exemplaires des premières heures. Les salafistes ne reconnaissent, comme sources

valables de leur foi, que le Coran et la Sunna, les traditions du prophète. Ils préconisent une interprétation littérale du livre saint et rejettent plus de 1 000 ans de jurisprudence et de philosophie islamiques.

Le salafisme est, à bien des égards, un dérivé de la doctrine saoudienne du wahhabisme. Il partage de nombreux concepts doctrinaux du djihadisme. Tous deux rejettent la démocratie et les gouvernements laïques. Ils pratiquent l'excommunication des musulmans qui ne suivent pas leur courant. Le djihadisme est la tendance la plus extrémiste et la plus violente de l'islamisme. Sa version transnationale moderne a été créée dans les années 1980 lors de la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan.

Les djihadistes ont révolutionné les concepts classiques sunnites du djihad et du martyr, sous la direction spirituelle et doctrinale d'Abdallah Azzam, érudit palestinien. Pour simplifier, le djihad, qui jusque-là était un concept complexe autour de la lutte personnelle des musulmans pour devenir de meilleurs êtres humains, a été réduit à la lutte armée par les djihadistes.

Le concept du martyr, qui dans l'islam sunnite était le témoignage de sa foi, a été transformé en une recherche active de la mort au combat pour atteindre le salut. Abdallah Azzam, décédé en 1989, est aujourd'hui encore une référence incontournable pour tous les mouvements djihadistes.



Mots clés

Djihadisme

Daech

Al-Qaïda

Lutte contre le terrorisme